

Unité départementale de l'Oise  
283, rue de Clermont  
ZA de la Vatine  
60000 Beauvais

Beauvais, le 12/11/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SEMMAPI**

2 rue de Roye  
BP20119  
60200 Compiègne

Références : IC-R/0450/24-MV/VM  
Code AIOT : 0005101472

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2024 dans l'établissement SEMMAPI implanté rue du port 60700 Pont-Sainte-Maxence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEMMAPI
- rue du port 60700 Pont-Sainte-Maxence
- Code AIOT : 0005101472
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site SEMMAP de Pont-sainte-Maxence est un silo de report. Il réceptionne majoritairement des céréales (blé, orge, colza) en provenance d'autres silos de proximité. L'activité exercée sur le site consiste principalement à stocker des grains de céréales pour le compte des coopératives Agora, UCAC et Valfrance. Un magasin engrais est également présent sur le site. L'arrêté préfectoral complémentaire du 7 avril 2011 reprend une activité à déclaration de ce bâtiment engrais pour l'ancienne rubrique 1331-II (1249 tonnes). Le 30 mai 2016, l'exploitant a envoyé un courrier de demande de bénéfice des droits acquis pour les rubriques 4702-II (1249t), 4702-III (1249 t), et 4702-II + 4702-III (1249 t) à Déclaration. Enfin l'exploitant a transmis à la Préfecture le 15 octobre 2024 un porter à connaissance visant à actualiser son tableau de classement ICPE et demandant à déclasser son activité engrais solide en dessous des seuils de la déclaration.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Ammonitrates

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Récépissé de déclaration	Code de l'environnement du 27/03/2022, article R. 512-47 et 48	Sans objet
2	Etat des stocks d'engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.5	Sans objet
3	Combustibles et matières incompatible, proximité aux engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8	Sans objet
4	Eclairages et installations électriques	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.7	Sans objet
5	Détection automatique	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1	Sans objet
6	Moyens en eau accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	Sans objet
7	Equipements de première intervention	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	Sans objet
8	Accessibilité du site au SDIS	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.5	Sans objet
9	Désenfumage, existence	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.4	Sans objet
10	Aménagement et organisation des stockages	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.12	Sans objet
11	Réaction au feu	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'état actuel du bâtiment engrais n'était pas compatible avec les exigences des prescriptions de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 4702. Toutefois l'exploitant a déposé un porté à connaissance quelques jours avant l'inspection visant à déclasser son activité en dessous du seuil de la déclaration pour cette rubrique. Lors de la visite, l'inspection a pu constater que l'exploitant

ne stocke que des engrais en Big Bag et que les volumes présents sont en cohérence avec sa demande de déclassement.

La demande de déclassement sera actée dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Récépissé de déclaration

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/03/2022, article R. 512-47 et 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Déclaration
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article R. 512-47 I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée. Article R. 512-47 - Il est délivré immédiatement par voie électronique une preuve de dépôt de la déclaration.
<b>Constats :</b>  L'arrêté préfectoral complémentaire du 7 avril 2011 réglementant les activités du site reprend l'activité à Déclaration du bâtiment engrais pour l'ancienne rubrique 1331-II (1249 tonnes). Le 30 mai 2016 l'exploitant a envoyé un courrier de demande de bénéfice des droits acquis suite aux changements de rubriques. Ce courrier concernait les rubriques 4702-II (1249t), 4702-III (1249 t), et 4702-II+4702-III (1249 t) à Déclaration. Enfin, l'exploitant a transmis à la Préfecture le 15 octobre 2024 un porter à connaissance visant à actualiser son tableau de classement ICPE. Dans ce dernier, et suite à l'évolution du marché pour son site de Pont-Sainte-Maxence, l'exploitant a demandé à ramener les seuils de classements de son activité engrais solide sous le volume de la Déclaration (moins de 500 t pour les 4702-II et 4702-III).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Etat des stocks d'engrais

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Etat des stocks et situation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité précise des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est accessible même en cas d'accident. La localisation des stockages ainsi que la nature et quantité des produits stockés sont tenues à jour et facilement identifiables, par voie d'affichage, pour les services d'incendie et de secours dès leur arrivée sur le site en cas d'accident. Les noms commerciaux des produits doivent être accompagnés, s'il y a lieu, des noms usuels des produits afin d'être facilement compréhensibles par les services d'incendie et de secours.  L'emplacement des cases de stockage est repérable de l'extérieur.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un état des stocks en date du 22 octobre 2024. Sur ce dernier aucun engrais rentrant sous la rubrique 4702-II ou 4702-3III n'est présent. Seuls 21,6 tonnes d'ammonitrates souffres rentrant dans la rubrique 4702-4 sont mentionnés. L'inspection a pu constater que le stock physique présent dans le bâtiment semble cohérent avec l'état des stocks. L'exploitant a indiqué qu'il ne réalisait plus que du stockage sous forme de BB au niveau de son site.</p> <p>L'état des stocks le jour de l'inspection est cohérent avec la demande de déclassement du bâtiment engrais par l'exploitant.</p> <p>Un plan du bâtiment engrais case par case est présent sur le tableau d'affichage principal au niveau du bureau d'accueil. Ce dernier mentionne les quantités stockées dans le bâtiment.</p> <p>L'emplacement des cases de stockage n'est pas repérable de l'extérieur mais cette prescription n'est plus applicable du fait du PAC de l'exploitant demandant le déclassement de son stockage en dessous des seuils déclaratifs.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Observation:</b> sur le tableau d'affichage présent au niveau du bureau d'accueil, il pourrait être utile d'indiquer que le schéma correspond au bâtiment engrais et d'indiquer la date de la mise à jour de l'état des stocks (utile pour le SDIS en cas d'interventions).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Combustibles et matières incompatible, proximité aux engrais

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Gestion des combustibles et des matières incompatibles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le stockage d'engrais (intérieur ou extérieur) est éloigné de toute zone d'échauffement potentiel et de toute matière combustible et incompatible, sans préjudice de l'article 3.5.</p> <p>Sont notamment interdits à l'intérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais et à proximité des aires de stockages extérieurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les amas de matières combustibles (bois, sciure, carburant...)</li> <li>- les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale</li> <li>- le nitrate d'ammonium technique</li> <li>- les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que le bâtiment engrais était propre et dépourvu d'amas de matières combustibles ou de produits destinés organiques. Les cloisons de séparation des cases sont en parpaings mais on y retrouve toutefois aussi à nu les IPN de support du bâtiment. L'exploitant a indiqué qu'il ne stockait plus que des engrais sous forme de Big Bag et cette prescription n'est plus applicable du fait du PAC de l'exploitant demandant le déclassement de son stockage en</p>

dessous des seuils déclaratifs.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Eclairages et installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.7

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Prévenir un départ d'incendie d'origine électrique

**Prescription contrôlée :**

L'éclairage artificiel se fait par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes baladeuses.

Les installations électriques ne doivent pas être en contact avec les engrais.

Les transformateurs de puissance électrique sont à l'extérieur des bâtiments de stockage.

Un interrupteur général, bien signalé et protégé des intempéries, est installé à l'extérieur du bâtiment afin de permettre une coupure de l'alimentation électrique en cas de besoin.

**Constats :**

L'éclairage se fait sous bloc protégé et il n'y a pas d'éclairage au dessus des cases. Il n'y a pas d'installation électrique en contact avec les engrais.

Une armoire électrique est présente dans le local attenant au bâtiment engrais. Elle permet une coupure électrique mais elle n'est pas présente à l'extérieur du bâtiment et elle n'est pas signalée. Cette prescription n'est toutefois plus applicable du fait du PAC de l'exploitant demandant le déclassement de son stockage en dessous des seuils déclaratifs.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Détection automatique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Existence et adaptée au stockage

**Prescription contrôlée :**

Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz.

Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés.

Les détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans.

**Constats :**

Aucun système de détection n'est présent au niveau du bâtiment de stockage. Cette prescription n'est toutefois plus applicable du fait du PAC de l'exploitant demandant le déclassement de son stockage en dessous des seuils déclaratifs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Moyens en eau accessibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Proximité des stockages des moyens eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) dont un implanté à 100 mètres au plus des stockages, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec les sinistres potentiels à combattre.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas de moyens de lutte contre l'incendie situé à moins de 100 mètres du bâtiment engrais (l' Oise se trouvant à environ 200m au sud du bâtiment). Cette prescription n'est toutefois plus applicable du fait du PAC de l'exploitant demandant le déclassement de son stockage en dessous des seuils déclaratifs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Equipements de première intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment -d'extincteurs répartis à l'intérieur des magasins de stockage, sur les aires de stockages extérieurs et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.
<b>Constats :</b>  Deux extincteurs sont présents au niveau du bâtiment engrais. L'un deux a été remplacé cette année, ils sont vérifiés annuellement, et le dernier rapport de vérification du 20 décembre 2023 réalisé par l'entreprise Chubb a été présenté à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Accessibilité du site au SDIS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accessibilité pour l'intervention des SDIS

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins un demi-périmètre, ou sur deux façades dont au moins une longueur de bâtiment, par une voie engins ou par une voie échelles si la hauteur du bâtiment est supérieure à 8 mètres.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est accessible et le bâtiment engrais est bien desservi par une voie engin sur 1/2 périmètre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Désenfumage, existence**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Existence d'un désenfumage adaptée</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les magasins de stockage abritant les installations doivent être équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une surface minimale égale à celle des dispositifs de désenfumage sont disponibles dans les deux tiers inférieurs du bâtiment en cas d'accident.</p> <p>La surface utile d'ouverture des dispositifs d'évacuation des fumées (% de la surface au sol totale du magasin de stockage) ne doit pas être inférieure à 1 % pour les 4702-ii,iii et iv et de 2 % pour les 4702-i.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bâtiment engrais n'est pas équipé en partie haute de dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur Cette prescription n'est toutefois plus applicable du fait du PAC de l'exploitant demandant le déclassement de son stockage en dessous des seuils déclaratifs.</p> <p>Les portes devant le bâtiment permettent des amenées d'air frais.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Aménagement et organisation des stockages**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.12</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagement et organisation des stockages</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans le cas d'engrais relevant des rubriques « 4702-I, 4702-II ou 4702-III », la hauteur maximale de stockage n'excède pas 8 mètres dans un bâtiment, 6 mètres pour un stockage extérieur.</p> <p>Les stockages d'engrais conditionnés sont fractionnés en îlots séparés. Ces îlots ne peuvent excéder 1 250 tonnes.</p>



Les stockages d'engrais vrac ainsi que d'engrais conditionnés sont isolés les uns des autres par :

	<b>EN CAS DE PRÉSENCE d'engrais relevant de la rubrique « 4702-I »</b>	<b>EN CAS DE PRÉSENCE d'engrais relevant de la rubrique « 4702-II ou 4702-III »</b>	<b>EN CAS DE PRÉSENCE d'engrais relevant de la rubrique « 4702-IV »</b>
N o u v e l l e s i n s t a l l a t i o n s	Des passages libres d'au moins 2 mètres de largeur ou un mur conforme au point 2.4.2 (REI 120)	Des passages libres d'au moins 5 mètres de largeur ou un mur conforme au point 2.4.2 (REI 120)	Des passages libres d'au moins 2 mètres de largeur ou un mur conforme au point 2.4.2 (REI 120)
I n s t a l l a t i o n s e x i s t a n t e s	Des passages libres d'au moins 5 mètres de largeur ou un mur	Des passages libres d'au moins 2 mètres de largeur ou un mur	

En cas de présence de différentes catégories d'engrais, les stockages sont isolés les uns des autres selon les dispositions applicables à la catégorie la plus pénalisante.

Une distance minimale de 1 mètre est conservée entre le haut du tas d'engrais ou des îlots d'engrais conditionnés et la bande transporteuse.

Une distance minimale de 30 cm est conservée entre le haut du tas d'engrais ou des îlots d'engrais conditionnés et le haut de la paroi de séparation des cases. Cette distance est matérialisée par un repère visuel sur la paroi. Les stockages sont aménagés et organisés en fonction des dangers présentés par les substances ou préparations stockées, tels qu'identifiés au point 4.1. En particulier, les produits incompatibles ne sont pas stockés ensemble (point 4.8).

#### Constats :

L'exploitant a indiqué que seuls des engrais en Big Bag étaient désormais stockés sur son site de Pont-Sainte-Maxence. Les Stockages de Big Bag sont isolés les uns des autres par les cases du magasin engrais (cloison parpaings). La distance de 30 cm n'est pas matérialisée au niveau des parois de séparation, toutefois cette prescription n'est plus applicable du fait du PAC de l'exploitant demandant le déclassement de son stockage en dessous des seuils déclaratifs.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 11 : Réaction au feu

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Réaction au feu

#### Prescription contrôlée :

Les magasins de stockage (matériaux de construction et aménagements intérieurs à l'exception de la charpente) et aires de stockage extérieur doivent présenter les caractéristiques suivantes :  
- matériaux de classe A1 selon NF EN 13501-1 (incombustible) et sol cimenté ou équivalent présentant une réaction au feu minimale pour les nouvelles installations ; - sol ne présentant pas de cavités (puisard, fentes...) pour toutes les installations stockant des engrais relevant de la rubrique « 4702-II ou 4702-III ».

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les parois de séparation des cases sont en parpaings et le sol du magasin engrais est en béton. Il est en bon état et ne présente pas de cavités.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>